

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
24016 Périgueux

Périgueux, le 08/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CEVA SANTE ANIMALE**

10 AVENUE DE LA BALLASTIERE  
33500 Libourne

Références : SEI-MB/UbD24-47/FR/47-2026/90  
Code AIOT : 0100003706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement CEVA SANTE ANIMALE implanté Rue Paul VERLAINE Lieu-dit BIGOTAS EST 24700 Montpon-Ménestérol. L'inspection a été annoncée le 15/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEVA SANTE ANIMALE
- Rue Paul VERLAINE Lieu-dit BIGOTAS EST 24700 Montpon-Ménestérol
- Code AIOT : 0100003706
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEVA exploite sur la commune de Montpon-Ménéstérol un entrepôt de produits de santé animale soumis à enregistrement pour la rubrique 1510 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II- Point 1.4 au I.	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5.1	/	Demande d'action corrective	6 mois
11	Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.1.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Demande d'aménagement à l'article 2.4 de l'annexe I de l'AM du 23/12/1998	Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article Chapitre 1.5	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_Point 1.2	/	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
7	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Ventilation et recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur l'Action nationale relative à l'« État des stocks ». Les inspecteurs sont également revenus sur plusieurs constats issus de l'inspection réalisée en 2024 et restant à ce jour non soldés.

Les principaux constats issus de l'inspection sont les suivants :

- l'état des matières stockées présenté par l'exploitant doit être retravaillé afin, d'une part, de répondre aux besoins de gestion d'un éventuel événement accidentel et, d'autre part, de permettre une information adaptée de la population. En l'état, le document transmis ne répond pas aux prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- l'exploitant doit rapatrier l'ensemble des matières dangereuses en cellule 2b ;
- l'exploitant doit préciser si les cellules de l'entrepôt relèvent de la définition de « cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles » et, le cas échéant, se positionner quant à la conformité de son installation aux dispositions de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Par ailleurs, des actions correctives sont attendues sur les points suivants : le désenfumage, la maintenance du siphon coupe-feu et des vannes martellières, ainsi que la vérification du débit d'eau des poteaux incendie en situation de fonctionnement simultané.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II_Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les</p>

installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.
Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'installation est un entrepôt soumis à Enregistrement au titre des ICPE. Elle dispose d'un Arrêté Préfectoral d'enregistrement du 20/10/2022. Le volume de l'entrepôt est 145 314m <sup>3</sup> , sa surface est de 12000m <sup>2</sup> . Il dispose de trois cellules : cellule 1 (5457m <sup>2</sup> ), cellule 2a (6581m <sup>2</sup> ) et cellule 2b (598m <sup>2</sup> ).  Les autres documents utiles pour la situation administrative de l'établissement n'ont pas été examinés dans le cadre de la présente inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<b>Constats :</b>  L'établissement est soumis à Enregistrement pour la rubrique 1510 (1510-2-b). Il est par ailleurs soumis à déclaration pour les rubriques 1185-2-a, 2925-1 et 4510-2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II- Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[,,,]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté l'état des stocks, à l'instant t, via son logiciel de gestion d'entrepôt (Reflex WMS).

L'état des stocks est mis à jour en temps réel. Par ailleurs les données sont stockées sur un cloud, ce qui permet leur accessibilité à tout moment.

L'Inspection a constaté que l'état des stocks fait état des quantités stockées par rubrique ICPE (pour plus de détails, les quantités sont données en annexe confidentielle) et que celles-ci ne dépassent pas les limites autorisées par l'Arrêté Préfectoral d'enregistrement.

En revanche, l'Inspection a fait part à l'exploitant des remarques suivantes :

-toutes les matières combustibles doivent figurer dans l'état des stocks : le jour de l'inspection, les palettes en bois ne figuraient pas dans l'état des stocks ;

-l'exploitant ne dispose pas d'outil de suivi ou de blocage lui permettant de s'assurer que les quantités de matières réceptionnées sur site ne dépasseront pas les seuils fixés par l'arrêté.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'un inventaire physique « tournant » est effectué : cela représente 2 inventaires physiques par an au total.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant tient compte des remarques formulées par l'Inspection et met en place les actions correctives nécessaires relative à son état des stocks. Notamment : toutes les matières combustibles doivent être intégrées dans l'état des stocks.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate les non-conformités suivantes concernant l'état des stocks présenté par l'exploitant :</p> <p>i) L'état des stocks tel que présenté par l'exploitant ne permet pas d'identifier les quantités présentes par zone de stockage.</p> <p>Il convient donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de ventiler les quantités par cellule de stockage ;</li> <li>• d'accompagner l'état des stocks d'un plan des zones d'activités ou de stockage, permettant d'établir aisément la correspondance entre les zones identifiées dans le document et leur localisation sur site.</li> </ul> <p>ii) Pour les matières dangereuses, les mentions de danger associées aux produits ne sont pas indiquées.</p> <p>À titre d'exemple, les mentions de danger H400 / H410 (très toxique pour les organismes aquatiques), notamment pertinentes au regard de la rubrique ICPE 4510, n'apparaissent pas dans l'état des stocks.</p>



iii) Les grandes familles de produits au regard des principaux risques présentés en cas d'incendie ne sont pas identifiables.

À titre d'exemple :

- liquides inflammables ;
- matières comburantes ;
- substances toxiques ;
- etc.

En conclusion, l'état des stocks présenté via le logiciel Reflex WMS ne répond pas aux attendus d'un état des stocks "détaillé" tel que demandé par les prescriptions applicables.

L'exploitant a toutefois indiqué disposer d'une partie de ces informations, mais que leur obtention nécessite un travail d'extraction spécifique. Un tableau Excel extrait par le service informatique a été présenté lors de l'inspection.

À ce sujet, l'Inspection formule les observations suivantes :

iv) Le tableau permettant de répondre à la prescription contrôlée doit pouvoir être extrait facilement et en temps réel, sans dépendre de la compétence technique d'un service ou d'une personne spécifique, susceptible d'être indisponible, notamment en situation d'urgence ou de sinistre.

v) Par ailleurs, les améliorations suivantes doivent être apportées :

- pour une rubrique ICPE donnée, vérifier la cohérence entre le tonnage affiché dans l'interface WMS et le tonnage calculé dans le tableau Excel ;
- la cellule 1B apparaît dans le tableau Excel alors qu'elle n'existe pas dans l'identification des cellules de stockage ;
- étudier la pertinence d'identifier explicitement la zone de destruction, celle-ci étant susceptible d'accueillir des matières dangereuses, notamment des liquides inflammables.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant dispose d'un état des stocks détaillé et exploitable, permettant notamment d'identifier les quantités de produits présentes par cellule ou zone de stockage, leur localisation sur le site (en lien avec un plan des zones d'activités ou de stockage), ainsi que les informations relatives aux dangers associés aux substances et mélanges dangereux et aux principales familles de risques en cas d'incendie.

Cet état des stocks devra pouvoir être obtenu facilement et en temps réel à partir du système de gestion des stocks utilisé sur le site, et ne pas reposer sur des manipulations spécifiques ou sur l'intervention d'un service particulier.

À défaut, l'Inspection pourra proposer au préfet une procédure de mise en demeure, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [,,,]</p> <p>2.répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées permettant de répondre aux besoins d'information de la population avec notamment, la présence d'informations lisibles par le public (par exemple des quantités renseignées par classe de dangers: danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks synthétique permettant de répondre aux besoin d'information de la population. À défaut, l'Inspection pourra proposer au préfet une procédure de mise en demeure, conformément aux dispositions du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Dispositions générales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II &gt; 1.4. I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiabiles combustibles, cet état</p>

est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

#### Constats :

Lors de l'inspection du 28/06/2024, le constat suivant avait été établi :

*"Le jour de l'inspection il a été présenté le Warehouse Management System (WMS) dont est équipé le site CEVA. Le WMS est un outil informatique permettant la gestion de l'ensemble des opérations de l'entrepôt de stockage.*

*Il permet la mise à jour au fil de l'eau de l'état des stocks (quantités et emplacements), via un système de scanne des identifiants produits.*

*De plus un inventaire tournant est organisé par zone, afin de vérifier et confirmer les données du WMS.*

*Enfin un inventaire complet a été effectué en avril 2024.*

*L'outil permet d'éditer un tableau complet indiquant les quantités par produit, leur localisation et leur classement ICPE. Les informations disponibles dans ce tableau seront affinées afin d'en améliorer la lisibilité.*

*A noter enfin que ce tableau, disponible sur les serveurs de CEVA, est accessible depuis l'extérieur."*

Et la demande suivante avait été formulée à l'exploitant :

*"Lorsqu'il aura fait évolué le rendu du tableau de suivi à destination des services de secours, l'exploitant en transmettra un exemplaire au service de l'inspection afin de confirmer l'exploitabilité des données."*

--> Au 25/02/2026, l'Inspection note que l'exploitation des données issues du logiciel WMS (pour établir un état des stocks conforme à ce qui est prescrit dans l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017) est un sujet qui a déjà été abordé avec l'exploitant en 2024 et qui ne semble pas avoir fait l'objet d'une réponse de sa part.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. point de contrôle n°4.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Eaux d'extinction incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

#### Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

#### Constats :

Lors de l'inspection du 28/06/2024, le constat suivant avait été formulé:

*"Conforme.*

*Le jour de l'inspection il a été présenté le bassin de rétention extérieur, la vanne d'isolement des eaux (qui se ferme automatiquement en cas de déclenchement du système de sprinklage), les commandes manuelle et électrique de cette vanne (redondances de la commande automatique). A noter qu'un test est prévu chaque mois et une inspection chaque année.*

*L'annexe 5, page 211 du dossier de demande d'enregistrement de mai 2022, contient une note de calcul issue du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction selon le guide D9A. Le volume total de liquide à mettre en rétention est estimé à 1895 m<sup>3</sup>.*

*Le plan de masse du 25 janvier 2024, fournit par l'exploitant lors de la visite, mentionne un "bassin étanche de régulation EP et eaux d'incendie" d'un volume de 2526m<sup>3</sup>.*

*Lors de cette visite, l'exploitant a fourni un plan des réseaux "EP, EU, Liquide inflammable, drillheat" qui mentionne un volume de remplissage de 5334.633 m<sup>3</sup> pour ce qui est appelé plan d'eau (mais désigne le bassin)."*

Et la demande formulée à l'exploitant était la suivante :

*"L'exploitant confirmera le volume du bassin de rétention des eaux incendie."*

Lors de l'inspection du 25/02/2026, l'exploitant a indiqué que le bassin de confinement du site a un volume de 5334 m3.

Ce volume est cohérent avec le document D9A "Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction" fourni dans le dossier d'enregistrement qui définit un volume minimal à confiner en cas d'incendie (basée sur la cellule 2a, dimensionnante) de 1895,12m3.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le volume du bassin de confinement (5335m<sup>3</sup>) est largement supérieur au volume à confiné (1895m<sup>3</sup>), calculé via le guide D9A.

Toutefois, l'exploitant vérifiera son calcul D9A (cellule 2a) et notamment la ligne "Présence stock de liquide = 4,2m<sup>3</sup>" qui semble faible au regard de l'état des stocks présenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

[...]

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs [...] ;

- de robinets d'incendie armés[...] ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de

cette annexe.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 [...] (édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

**Constats :**

La note de calcul relative au débit nécessaire pour couvrir les besoins en eau d'incendie, fournie dans le dossier d'enregistrement, indique un débit de 300 m<sup>3</sup>/h, soit un volume total de 600 m<sup>3</sup> pour une durée de 2 heures.

L'exploitant couvre ce débit avec la présence de 5 poteaux incendie alimentés par une réserve d'eau privée de 600m<sup>3</sup> (cette cuve est alimentée par le réseau public si elle est amenée à être vidée).

Lors de l'inspection du 25/02/2026, les inspecteurs ont consulté le dernier rapport de contrôle annuel des poteaux incendie du site. La société AAI a vérifié les 5 poteaux incendie privés du site le 12/06/2025 et conclut à une conformité des installations : chacun des 5 poteaux incendie délivre un débit minimum de 60m<sup>3</sup>/h (mini 1 bar) et un test, en simultané, sur deux poteaux a également été réalisé (débits égaux à 60m<sup>3</sup>/h).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure que ses installations sont correctement dimensionnées pour que **les 5 poteaux incendie** puissent délivrer un débit de 60m<sup>3</sup>/h pendant 2 h **en simultané** (pression mini 1 bar).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Ventilation et recharge de batteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ventilation et recharge de batteries

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

**Constats :**

Lors de l'inspection du 28/06/2024, l'Inspection avait demandé à ce que l'exploitant:  
"[...] confirme que la porte du local de charge est au moins EI2 120 C"

Le 25/02/2026, les inspecteurs ont constaté que la porte était bien EI2 120C.  
En revanche, ils ont constaté la présence d'un local attenant au local de charge de batteries (local présentant un risque incendie) sans désenfumage. Ce point est abordé dans le point de contrôle suivant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie

**Prescription contrôlée :**

5.1. Désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie  
Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt.  
Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.  
Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

**Constats :**

Comme évoqué précédemment, il a été constaté la présence d'un local attenant au local de

charge de batteries (local présentant un risque incendie) sans désenfumage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 6 mois, l'exploitant se met en conformité au regard de la prescription (désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie). Dans l'attente, il met en place des mesures compensatoires nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiabiles combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe. [...]
<b>Constats :</b>  A la suite de l'inspection du 28/06/2024, la demande suivante avait été formulée : "Une fois les certifications obtenues, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées les documents permettant de confirmer la conformité du système d'extinction de la cellule 2b."  Le 25/02/2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection le certificat de conformité N1 relatif à l' <i>extinction automatique à eau de type sprinkleur</i> . Le certificat, daté du 19/02/2025, conclut à une conformité des installations. Lors des échanges, l'exploitant a indiqué que les liquides inflammables (LI) étaient stockés en cellule 2b et que certains LI pouvaient se trouver (maximum 2 jours) dans la zone de destruction située à l'intérieur de la cellule 2a.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 2 mois, l'exploitant : - étudie l'impact de la présence de liquides inflammables (LI) dans la zone de destruction (située



<p>hors cellule 2b dédiée aux LI) au regard des certificats N1, Q1 liés à l'extinction automatique d'incendie ;</p> <p>- transmet à l'Inspection son dernier certificat Q1 et conclut sur la conformité de ce dernier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 12 : Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte et rétention des écoulements
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles est divisée en zones de collecte d'une surface unitaire inférieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup> et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie ou dispositif équivalent prévu au point 28.1 de la présente annexe.</p> <p>A chacune des zones de collecte est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 28/06/2024, le constat suivant avait été fait:</p> <p><i>"La cellule 2b à une superficie de 598m<sup>2</sup>. Les capacités de rétention sont constitués par les tuyauteries de diamètres 500mm se trouvant sous la cellule 2b, les canalisations entre les avaloirs de la cellule et les capacités de rétentions sont munies d'arrête-flammes.</i></p> <p><i>D'après les informations présentes sur les plans, ces canalisations ont une longueur de 117m ce qui fait une capacité de 92 m<sup>3</sup> environ (117*Pi*0.5<sup>2</sup>). Cette capacité de rétention est relié à la capacité extérieur d'un volume suffisant d'après le document D9."</i></p> <p>La demande suivante avait été formulée :</p> <p><i>"L'exploitant confirmera le volume exact de la rétention dédiée à la cellule 2b."</i></p> <p>Cette demande est restée sans réponse.</p>

Le 25/02/2026, l'exploitant a indiqué que la cellule 2b était reliée au bassin de confinement par une canalisation équipée d'un siphon coupe-feu.

-->l'exploitant transmet un justificatif permettant d'attester que le siphon coupe feu est en état de marche et fait l'objet d'une maintenance régulière et appropriée.

Avant d'atteindre le bassin de confinement, les effluents sont stoppés et donc confinés par la présence d'une vanne martellière qui est en permanence fermée et qui s'ouvre uniquement sur déclenchement de l'extinction automatique d'incendie.

--> l'exploitant justifie que le volume présent en amont de la vanne martellière (elle même située en amont du bassin de confinement) permet de répondre aux dispositions de l'article 28.2 relatif à la collecte et au volume de rétention des écoulements.

Une vanne martellière est également présente en sortie du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie. Elle est en permanence ouverte et se ferme sur déclenchement de l'extinction automatique d'incendie.

Le jour de l'inspection, les inspecteurs ont demandé à faire manoeuvrer la vanne martellière située en amont du bassin de confinement. L'exploitant n'a pas été en mesure de l'ouvrir. Par ailleurs, les inspecteurs ont pris connaissance, après l'inspection, des rapports de contrôle des vannes martellières. Ils considèrent que les rapports ne sont pas complets (la vanne contrôlée n'est pas identifiable, le bilan de l'intervention doit être plus précis que "RAS", les rapports ne sont pas signés, lors du contrôle du 19/03/2025 il est indiqué "prévoir un graissage" mais on ne sait pas s'il a été fait, pas de contrôle depuis avril 2025).

--> l'exploitant procède au contrôle des deux vannes martellières et transmet à l'Inspection un justificatif de bon fonctionnement (mode manuel et automatique). Il s'assure du contrôle régulier des deux vannes et améliore la traçabilité des rapports de contrôles.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 2 mois:

-l'exploitant justifie que le volume présent en amont de la vanne martellière (elle même située en amont du bassin de confinement) permet de répondre aux dispositions de l'article 28.2 relatif à la collecte et au volume de rétention des écoulements ;

-l'exploitant transmet un justificatif permettant d'attester que le siphon coupe feu est en mesure de jouer son rôle et fait l'objet d'une maintenance régulière et appropriée ;

-l'exploitant procède au contrôle des deux vannes martellières et transmet à l'Inspection un justificatif de bon fonctionnement (mode manuel et automatique). Il s'assure du contrôle régulier des deux vannes et améliore la traçabilité des rapports de contrôles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 13 : Cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Définition

**Prescription contrôlée :**

Cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles : cellule qui contient une quantité de liquides et solides liquéfiables combustibles et liquides inflammables supérieure ou égale à 500

tonnes au total, ou supérieure ou égale à 100 tonnes en contenants fusibles dans des contenants de capacité supérieure à 2 L, ou supérieure ou égale à 50 tonnes en contenants fusibles dans des contenants de capacité supérieure à 30 L. Sont exclues les cellules frigorifiques à température négative ou les cellules qualifiées de cellules liquides inflammables au sens de l'arrêté du 24 septembre 2020

**Constats :**

Lors de l'inspection du 25 février 2026, les inspecteurs se sont interrogés sur la nature des différentes cellules composant l'entrepôt au regard de la définition d'une **cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles**.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant se positionne au regard de la définition d'une cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles et précise si certaines des cellules de l'entrepôt relèvent de cette définition.

Dans l'affirmative, l'exploitant examine la conformité de ces cellules aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts, notamment celles prévues à l'article 28 concernant les cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 14 : Demande d'aménagement à l'article 2.4 de l'annexe I de l'AM du 23/12/1998

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/10/2022, article Chapitre 1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rubrique 4510 - DC

**Prescription contrôlée :**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions [...] de l'arrêté ministériel du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous "l'une ou plusieurs rubriques numéros 4510, 4741 ou 4745", à l'exception des alinéas 3 et 5 de l'article 2.4 de l'annexe I;

**Constats :**

Dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant avait formulée une sollicitation d'aménagement relative à l'Arrêté Ministériel (AM) du 23/12/1998 pour la rubrique ICPE 4510 à déclaration (cf. pj 7).

En effet, l'exploitant indiquait que des produits dangereux pour l'environnement, assujettis à la rubrique 4510, seraient stockés en cellule 2b, mais que les caractéristiques constructives de la cellule 2b ne permettraient pas de respecter la totalité de l'article 2.4 de l'annexe I de l'AM mentionné ci-dessus.

Ainsi une demande d'aménagement avait été formulée et avait été reprise dans l'Arrêté Préfectoral (sous réserve de mesures compensatoires).

<p>Lors de l'inspection du 25/02/2026, l'exploitant a indiqué que, contrairement aux liquides inflammables qui sont stockés uniquement en cellule 2b, les autres matières dangereuses (4510 - 4511 - etc ...) sont susceptibles d'être stockées dans n'importe quelle cellule de l'entrepôt.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 15 jours, l'exploitant rapatrie l'ensemble des matières dangereuses présentes dans l'entrepôt, dans la cellule 2b, tel que prévu dans son dossier d'enregistrement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>